

APPEL

DU COMITE GERSOIS POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA
DEFENSE DE L'HÔPITAL PUBLIC

Ensemble !

Défendons l'hôpital public !

Les hôpitaux publics du département sont la cible d'une attaque sans précédent menée par le gouvernement et son bras armé régional, l'Agence Régionale de la Santé (ARS)

Partout, le refus de financements nécessaires aux hôpitaux, entraîne des difficultés de fonctionnement - manque de personnel, réductions d'activité de services, blocage des projets d'investissement nécessaires à l'humanisation et à la modernisation des bâtiments et des services. L'hôpital n'est plus en mesure d'assurer ses missions de service public auprès des malades.

MIRANDE - MAUVEZIN NOGARO - VIC-FEZENSAC

C'est un total de 40 lits de médecine que l'Agence Régionale de la Santé a décidé de supprimer. Les services de médecine de Mirande, Vic-Fezensac ont disparus. Ceux de Mauvezin et Nogaro sont en grave danger.

AUCH : La construction d'un service regroupant tous les lits de moyens séjours est abandonnée. Abandonnée aussi la construction d'un EHPAD sur le site de la Ribère regroupant les services à bout de souffle comme « le Bocage et Aimé Mauco »

Le directeur de l'ARS exige un regroupement entre l'hôpital public et la clinique privée Carlier à partir d'un projet médical commun. Cette exigence porte en germe la volonté de transférer vers la clinique privée les activités hospitalières les plus rentables : les soins ambulatoires, la chirurgie . Resteraient à l'hôpital public, les urgences, la chirurgie du vieillard polypathologique, les accidents, les imprévus. Les urgentistes privés exerceront dans les locaux publics.

Les départs de certains médecins ne sont pas compensés et favorisent les projets du directeur dans sa logique de recherche d'économies et sa volonté de se défaire des activités « non rentables » – comme la pédiatrie où il organise le transfert du service

vers le pôle « mère enfant » à Toulouse - ou la radiologie où il est envisagé d'intégrer le service dans le GIE avec le privé.

En vrai « patron » le directeur décide de mettre en place une taxe de 42€ /jour pour tout malade hospitalisé en chambre individuelle. Dans le Gers, la majorité des mutuelles s'oppose au paiement de cette taxe.

CONDOM : Le projet de construction d'un EHPAD est annulé sans débat. (les frais de dossiers, d'études et acquisition de terrains ont déjà coûté 2 millions d'euros à l'hôpital)

EAUZE, NOGARO, GIMONT
L'humanisation des lits des EHPAD est remise à plus tard ..en 201.....

LECTOURE FLEURANCE : La fusion des deux hôpitaux a entraîné la fin du projet de construction d'un nouveau bâtiment et la disparition du service de médecine à Lectoure. Pour autant Fleurance n'est pas assuré de récupérer les lits de médecine et de voir la construction d'un service neuf.

AUCH En psychiatrie, au CHS du Gers, le manque de moyens, de personnel, les pressions sécuritaires dans les pratiques thérapeutiques remettent gravement en cause les conditions de suivi et de prise en charge des malades.

Dans le Gers, comme partout dans le pays, nous sommes confrontés aux effets concrets de l'application de la loi Bachelot : appauvrissement du service public de santé, marchandisation de la santé par la mise en concurrence des hôpitaux publics entre eux

et avec le secteur privé marchand - transfert des activités médicales les plus rentables vers les cliniques privées, - augmentation de la prise en charge par les malades d'une part de plus en plus importante des frais médicaux (franchises, forfaits, taxes diverses...)

Face à ces attaques la riposte doit être générale.

Nous en appelons à tous les usagers, élus locaux, organisations syndicales, partis politiques, associations citoyennes, tous les gersois pour exiger :

La mise en place sans tarder d'un moratoire départemental qui gèlera tous les projets de réductions d'activités des hôpitaux, les projets de fusion des hôpitaux locaux.

Durant ce moratoire sera organisée **une vaste concertation démocratique recensant les besoins de soins** à partir des réalités démographiques et socio sanitaires locales et non plus des seules données technocratiques de la logique comptable de l'ARS. C'est sur la base de cette concertation que seront élaborées les réponses départementales aux besoins de soins identifiés et ainsi définis.

Tous les acteurs de la santé du Gers : usagers, personnels des hôpitaux, élus locaux professionnels de la santé seront **pleinement associés à cette concertation.**

Les missions de la Conférence de territoire de santé, seront redéfinies, les organisations d'usagers doivent être parties prenantes de

ses travaux. Ceux-ci seront réorientés sur l'étude des besoins de soins et les moyens des hôpitaux publics leur permettant d'y répondre.

Dans **chaque commune où est implanté un hôpital public,** nous demandons aux maires d'être à l'initiative d'actions d'informations objectives des habitants sur les menaces qui pèsent sur les hôpitaux. A l'exemple de Mauvezin, qu'ils s'engagent sur la base de ces réalités, à mobiliser largement les populations pour préserver l'avenir des hôpitaux locaux et formuler des propositions de développement de leurs activités.

Exprimez votre attachement à un service public de santé et des hôpitaux publics modernes garantissant la proximité et l'accès aux soins de qualité pour tous.

Exigez que l'ARS cesse les injonctions qui entraînent la réduction des moyens d'action des hôpitaux publics.

Refusez la taxe de 42€ pour chambre individuelle à l'hôpital d'Auch, et empêchez que le principe de cette taxe soit mis en place dans les autres hôpitaux gersois.

NOUS INVITONS TOUS LES GERSOIS ET GERSOISES A PARTICIPER A LA RENCONTRE CITOYENNE D'INFORMATION, DE DEBAT ET DE MOBILISATION LE :

vendredi 18 février

20h30 salle du Mouzon à Auch

Venez prendre la parole et participer à l'élaboration d'un programme d'actions pour défendre et moderniser nos hôpitaux publics.

Le comité gersois pour le développement et la défense de l'hôpital public est membre de la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité. Association nationale agréée par le ministère de la santé